



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Arrêté préfectoral n° 2025/DRIEAT/UD77/043 du 2 avril 2025  
de mise en demeure à l'encontre de la société SPS MEDICAL, pour son site situé  
5, rue de Montigny, Zone industrielle, sur la commune de Coulommiers (77 120)**

**VU** le Code de l'environnement, notamment le titre 1er du livre V de ses parties législatives et réglementaires relatives aux « installations classées pour la protection de l'environnement », et ses articles L. 171-6 ; L. 171-8 ; L. 511-1 ; L. 514-5 ;

**VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Pierre ORY, préfet de Seine-et-Marne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 juillet 2022 portant nomination d'une directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports de la région Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 24/BC/049 du 9 août 2024 du Préfet de Seine-et-Marne donnant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD 1 IC 031 du 23 janvier 2008, autorisant la société AMCOR FLEXIBLES à exploiter une activité de fabrication d'emballage pour la stérilisation du matériel médical ;

**VU** la lettre préfectorale n° E/22-0297 du 9 février 2022 actant du changement d'exploitant au profit de la société SPS MEDICAL ;

**VU** le rapport n° E/25-0035 du 3 février 2025 et les propositions de l'inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de mettre la société SPS MEDICAL en demeure pour son site situé 5, rue de Montigny, Zone industrielle, Coulommiers (77 120) ;

**VU** la lettre préfectorale n° E/25-0034 du 4 février 2025, transmise à la société SPS MEDICAL, relative à la procédure contradictoire dans le cadre du projet de mise en demeure ;

**VU** l'absence de remarque de la société SPS MEDICAL sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

**CONSIDÉRANT** que le site exploité par la société SPS MEDICAL sur la commune de Coulommiers est un établissement comportant des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises au régime de l'autorisation, dont les risques et nuisances sont réglementés par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD 1 IC 031 du 23 janvier 2008 ;

**CONSIDÉRANT** que la vitesse moyenne d'éjection des gaz de l'incinérateur RTO est de 5,2 m/s en 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral susvisé en rejetant les gaz de l'incinérateur RTO à une vitesse inférieure à 15 m/s.

**CONSIDÉRANT** que ces non-conformités vis-à-vis de la réglementation en vigueur ont été mises en évidence lors des visites d'inspection du 17 décembre 2021 et du 5 décembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que les installations précitées peuvent présenter de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du Code de l'Environnement afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Respect des dispositions**

La société SPS MEDICAL (n° SIRET : 32171684700025), dont le siège est situé à 5, rue de Montigny, Zone industrielle à Coulommiers (77 120), pour son site situé à la même adresse, est mise en demeure de respecter la prescription suivante de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD 1 IC 031 du 23 janvier 2008 :

« Article 3.2.3 – [...] Vitesse minimale d'éjection des gaz : 15 m/s [...] »

Pour cela, l'exploitant doit transmettre, sous un délai de :

- **3 mois** : une proposition de solution technique permettant d'augmenter la vitesse d'éjection des gaz de l'incinérateur RTO, accompagnée d'un échéancier raisonnable de réalisation des travaux ;
- **6 mois, à compter de la réalisation des travaux** : un rapport de mesure des paramètres de rejets de l'incinérateur RTO, indiquant que la vitesse d'éjection des gaz est d'au moins 15 m/s.

#### **Article 2 : Sanctions**

Dans la mesure où l'exploitant ne défère pas aux dispositions de l'article 1er du présent arrêté dans les délais imposés, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'Environnement.

#### **Article 3 : Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 4 : Information dans l'établissement**

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

#### **Article 5 : Information des tiers**

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site Internet des services de l'État de la Préfecture de Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>), pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 6 : Notification et exécution**

- le Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Coulommiers,
- la Directrice Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France,
- la Cheffe de l'Unité Départementale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Une copie sera notifiée à l'exploitant sous pli recommandé avec avis de réception.

Melun, le **09 AVR. 2025**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice empêchée,  
La Cheffe de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne,



Agnès COURET

**Destinataires d'une copie par mail :**

- la Préfecture de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Sous-Préfet de Meaux,
- le Maire de Coulommiers,
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS),
- la Directrice Départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS),
- le Directeur Départemental des Territoires (DDT).

**Délais et voies de recours :**

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif (par courrier au Tribunal administratif de Melun – 43 rue du Général de Gaulle – 77 000 – MELUN ou au moyen de l'application <https://www.telerecours.fr>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne.

Le délai court à compter de la publication ou de la notification de la présente décision.